

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE HAUTS DE FRANCE

OBJET DU MARCHE

PRESTATIONS DE SERVICES

Accord cadre à bons de commande relatif à la réalisation d'états des lieux, de constats amiables, d'interventions particulières pour le compte de Ports de Lille

Accord cadre à bons de commande passé selon une procédure adaptée

en application des articles L 2123-1 et suivants et R 2123-1 et suivants du code de la Commande publique

Cahier des Clauses Particulières (C.C.P)

Maître d'ouvrage :

PORTS DE LILLE – C.C.I.H.D.F
Place Leroux de Fauquemont
CS 91394
59014 LILLE cedex

Table des matières

| | |
|--|----|
| ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD CADRE | 4 |
| ARTICLE 2 – MONTANT ET DUREE DE L'ACCORD CADRE | 5 |
| ARTICLE 3 - IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR | 5 |
| ARTICLE 4 - RECOURS A LA SOUS-TRAITANCE | 5 |
| ARTICLE 5 - SITE | 6 |
| ARTICLE 6 - ALLOTISSEMENT | 6 |
| ARTICLE 7 – DISPOSITIONS GENERALES ET ORGANISATION DES MISSIONS | 7 |
| 7-1 ETAT DES LIEUX | 7 |
| 7-1-1 Etat des lieux – dispositions générales | 7 |
| 7-1-2 Etat des lieux – expression du besoin | 8 |
| 7-1-3 Etat des lieux – organisation de la prestation | 8 |
| 7-1-4 Etat des lieux – Rapports et comptes rendus | 8 |
| 7-1-5 Etat des lieux – horaires d'intervention | 9 |
| 7-2 CONSTAT AMIABLE | 9 |
| 7-2-1 Constat amiable – dispositions générales | 9 |
| 7-2-2 Constat amiable – expression du besoin | 9 |
| 7-2-4 Constat amiable – Rapports et comptes rendus | 10 |
| 7-2-5 Constat amiable – horaires d'intervention | 10 |
| ARTICLE 8 – REGLEMENTATION DU TRAVAIL | 11 |
| 8-1 Mesures d'ordre social | 11 |
| 8-2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers : | 11 |
| 8-4 Définition des parties contractantes : | 12 |
| 8-5 Obligations relatives à la sous-traitance : | 12 |
| 8-6 Confidentialité et sécurité : | 13 |
| ARTICLE 9 – PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE | 14 |
| ARTICLE 10 – PRIX ET REGLEMENT DANS LES COMPTES | 15 |
| 10.1 – Contenu des prix - Règlement des comptes | 15 |
| 10.1.1 – Contenu des prix | 15 |
| 10.1.2 – Calcul du montant | 15 |
| 10.1.3. Modalités de règlement des comptes | 15 |
| 10.1.4 – Modalités de paiement - Intérêts moratoires | 15 |
| 10.2 – Variation dans les prix | 15 |
| 10.2.1 – Modalités de révision des prix | 16 |
| 10.2.2 – Mois d'établissement des prix de l'accord cadre | 16 |
| 10.2.3 – Application de la taxe à la valeur ajoutée | 16 |

| | |
|---|-----------|
| 10.3 – Modalités de présentation du paiement..... | 16 |
| ARTICLE 11 - PENALITES..... | 17 |
| 11.1 – Pénalité pour retard dans la réalisation des prestations..... | 17 |
| 11.2 – Pénalités pour retard dans la transmission des rapports et documents..... | 18 |
| Lorsque le Titulaire ne transmet pas au maître d’ouvrage, le rapport ou tout autre document à la suite de la réalisation des prestations, il encourt les pénalités suivantes par jour calendaire de retard :..... | 18 |
| Etat des lieux..... | 18 |
| - | 18 |
| - 100 euros par jour calendaire de retard. | 18 |
| Constats amiables..... | 18 |
| - 200 euros par jour calendaire de retard. | 18 |
| 11.3 – Sous-traitance..... | 18 |
| 11.4 – Production des attestations d’assurance | 18 |
| ARTICLE 12. – AVANCE FORFAITAIRE | 18 |
| ARTICLE 13. – CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS | 18 |
| 13.1 Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire..... | 19 |
| ARTICLE 14 – RESILIATION | 19 |
| 14.1 – Résiliation pour motif d’intérêt général | 19 |
| 14.2 – Résiliation de l’accord cadre aux torts du titulaire..... | 19 |
| 14.3 – Exécution de la prestation aux frais et risques | 20 |
| ARTICLE 15 – DIFFERENDS ET LITIGES | 20 |
| ARTICLE 16 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX..... | 20 |

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD CADRE

L'accord cadre à bons de commande a pour objet la réalisation pour le compte de Ports de Lille – CCI Hauts de France, les prestations suivantes :

1° Etats des lieux des locaux composés notamment de bureaux, d'entrepôts, de bâtiments industriels, de terrains sur l'ensemble des sites portuaire dont il a la charge. Les états des lieux sont contradictoires (sauf si réalisés par un commissaire de justice) et devront être réalisés lors des évènements suivants :

- Entrée ou sortie d'entreprises locataires
- Acquisition ou cessions de sites ou bâtiments
- A la suite de travaux de rénovation sur les bâtiments

Les états des lieux concernent majoritairement des bureaux, ateliers, entrepôts ou terrains. Port de Lille se réserve le droit de réaliser lui-même les prestations d'états des lieux concernant les bureaux.

2° Constats amiables en cas de dégradation sur les équipements extérieurs d'un bâtiment ou ses abords.

- Cette mission concerne les dégradations provoquées principalement par les véhicules poids lourds aux abords extérieurs ou sur les équipements des bâtiments 8-12 et 37 du Port de Santes (accrochage de portails, barrières levantes, bornes d'accès aux parkings, clôture, quais de chargement, bordures, mâts d'éclairage etc ...)
- Cette mission pourrait être amenée à couvrir les besoins des autres biens gérés par Ports de Lille
- Il est à noter que certains chauffeurs susceptibles d'être impliqués peuvent être de nationalité étrangère compte tenu de l'activité (transport international ...)

3° Interventions particulières : il s'agit de constats relatifs à des désordres sur un bien géré par Ports de Lille, pollutions des sols, de sinistres de toute nature ... (liste non exhaustive)

Les interventions doivent se faire dans les délais fixés dans l'acte d'engagement. A défaut, le Titulaire pourra se voir appliquer les pénalités prévues au présent CCP.

ARTICLE 2 – MONTANT ET DUREE DE L'ACCORD CADRE

Les prestations relatives à cet accord cadre à bons de commande ne comportent pas de montant minimum mais comportent un montant maximum de 100 000,00€ HT

Le présent accord cadre est conclu pour une durée ferme de deux années à compter de sa date de notification. A l'issue de cette période, l'accord cadre pourra être renouvelé tacitement pour deux périodes successives d'une année pour chaque renouvellement.

La durée totale de cet accord cadre serait donc susceptible d'être portée à 4 années (renouvellement compris).

En cas de non-renouvellement, Ports de Lille informera le titulaire du marché au moins trois (3) mois avant la fin de la période initiale ou du premier renouvellement.

Si au cours de cet accord cadre à bons de commande des prestations supplémentaires deviennent nécessaires, elles seront constatées par un avenant signé entre les parties conformément à la réglementation en vigueur

Les bons de commande seront émis conformément aux stipulations du présent CCP.

ARTICLE 3 - IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

L'acheteur est :

PORTS DE LILLE – C.C.I. Hauts de France
Place Leroux de Fauquemont
CS 91394
59 014 LILLE cedex

ARTICLE 4 - RECOURS A LA SOUS-TRAITANCE

Les dispositions des articles L2193-1 et suivants et les articles R2193-1 et suivants du code de la commande publique relatifs à la sous-traitance sont applicables.

Il est précisé par ailleurs que :

- Conformément à l'article L2193-7 du code de la commande publique, le titulaire principal est tenu de communiquer le ou les contrat(s) de sous-traitance au représentant de l'entité adjudicatrice lorsque celui-ci en fait la demande.
- Dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie de l'accord cadre dont il est chargé, le représentant de l'entité adjudicatrice n'acceptera pas la mise en place d'une délégation de paiement et exigera du sous-traitant dit de 1^{er} rang la constitution d'une caution au bénéfice de son sous-traitant.

Le délai de communication du ou des contrats de sous-traitance par le titulaire à l'acheteur est fixé à 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande par le titulaire.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité prévue à l'article 11.3 du présent CCP sera appliquée.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- Indique la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée, et que le représentant de l'entité adjudicatrice doit régler à ce sous-traitant ;
- Joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés et de paiement direct à un sous-traitant, ce dernier libelle ses demandes de paiement au nom du représentant de l'entité adjudicatrice et les envoie conformément aux dispositions aux articles R2193-11 et suivants du code de la commande publique.

ARTICLE 5 - SITE

Les prestations pourront être réalisées sur l'ensemble des 12 sites portuaires gérés par Ports de Lille et principalement sur les sites suivants :

- Port de Lille,
- Port de Santes,
- Port de Wambrechies,
- Port d'Halluin,
- Port d'Arques,
- Port d'Harnes ...

ARTICLE 6 - ALLOTISSEMENT

Le présent accord cadre n'est pas alloti.

ARTICLE 7 – DISPOSITIONS GENERALES ET ORGANISATION DES MISSIONS

7-1 ETAT DES LIEUX

7-1-1 Etat des lieux – dispositions générales

Un état des lieux d'entrée doit être réalisé à la remise des clés et joint à la Convention d'occupation temporaire (COT). Un état des lieux de sortie doit également être fait lorsque le locataire quitte le bien et rend les clés. En cas de litige sur l'état du bien, ces documents permettent d'établir les responsabilités de chaque partie.

Il doit décrire avec précision le bien loué et l'ensemble des équipements qu'il comporte. Il constate également son état de conservation et doit comporter obligatoirement les informations suivantes :

- Le type d'état des lieux (entrée, sortie ou travaux) ;
- La date d'établissement de l'état des lieux ;
- La localisation précise du bien ;
- Le nom ou la dénomination des parties (locataire, Ports de Lille) et l'adresse du siège social de Ports de Lille ;
- Le nom ou la dénomination et l'adresse du siège social du titulaire de l'accord cadre ayant réalisé l'état des lieux ;
- Les relevés de compteurs d'énergie (eau, électricité, gaz, fuel) ainsi que leur numéro ;
- Le détail et la destination des clés ou tout autre moyen d'accès aux locaux et/ou terrains ;
- Le descriptif précis du bien loué tant sur l'aspect extérieur, les terrains et abords, les clôtures et portails que sur les pièces intérieures : propreté des lieux, état des revêtements de sol, murs, plafonds, portes des équipements, chauffage, éclairage, climatiseurs et des installations, prises, interrupteurs, extincteurs, serrures, état de fonctionnement des sanitaires (fuite robinet, chasse d'eau)...
- L'état des lieux devra reprendre également les quantités, la localisation et l'état de conservation précis de chaque élément ;
- Le descriptif intégrera un reportage photos significatif ;
- La signature des parties* (locataire, Ports de Lille représenté par le titulaire de l'accord cadre) en double exemplaire ;
- Les nouvelles coordonnées du client sortant dans le cadre des états des lieux de sortie (adresse postale, mail, téléphone).
- Le numéro Point de livraison (PDL) ou Référence Acheminement de votre électricité (RAE) du locataire sortant, son numéro de la ligne téléphonique Orange (Numéro NDI)

* Dans l'hypothèse où le titulaire est un officier ministériel (Commissaire de Justice), la signature des parties n'est pas obligatoire ni nécessaire.

Les délais dans lesquels les états des lieux doivent être réalisés sont précisés dans l'acte d'engagement. Le candidat doit justifier sa capacité à respecter les délais qu'il propose dans le mémoire technique. Il est précisé que le non-respect de ces délais entraîne des pénalités prévues au présent CCP.

7-1-2 Etat des lieux – expression du besoin

L'initiative de la réalisation d'état des lieux appartient à Ports de Lille. Elle sera exprimée par l'envoi d'une demande transmise au prestataire par mail suivi d'un bon de commande dans les conditions précisées ci-dessous :

Chaque bon de commande relatif à la réalisation d'état des lieux sera envoyé par Ports de Lille au prestataire par mail à l'adresse qui a été communiquée par le Titulaire dans l'acte d'engagement à l'emplacement dédié. Tout changement d'adresse mail doit être communiqué sans délai à Ports de Lille. En tout état de cause, le Titulaire reste responsable en cas de changement d'adresse mail non signalé ou signalé tardivement à Ports de Lille. Il veillera donc à communiquer une adresse mail susceptible d'être relevée rapidement en toute circonstance.

La demande au titulaire du marché reprendra les informations ci-dessous :

- L'adresse du lieu concerné
- Le nom ou numéro des bâtiments, bureaux, entrepôts, bâtiments industriels, terrain
- Le site portuaire concerné
- Le nom du ou des clients
- Les coordonnées téléphoniques et mail du ou des clients
- La surface
- Inventaire des clés à remettre au locataire entrant ou à récupérer auprès du locataire sortant

7-1-3 Etat des lieux – organisation de la prestation

Dès réception de la demande, le titulaire de l'accord cadre à bons de commande :

- Prend rendez-vous directement avec le client afin d'organiser l'état des lieux
- Confirme le rendez-vous auprès du représentant de ports de Lille par mail dans les délais fixés dans l'acte d'engagement. Ports de Lille se réserve le droit d'assister ou non à ces états des lieux sans qu'il soit besoin obligatoirement d'en avertir le titulaire.
- Se rend dans les bureaux administratifs de Ports de Lille afin de récupérer les moyens d'accès destinés au locataire entrant ou de restituer les moyens d'accès rendus par le locataire sortant. En cas de présence d'un représentant de Ports de Lille durant ces états des lieux, les moyens d'accès seront récupérés/remis directement à celui-ci. Si Ports de Lille n'est pas présent au moment d'état des lieux, le Titulaire restitue les moyens d'accès en se rendant dans les bureaux administratifs dans les délais qu'il indique dans l'acte d'engagement.

7-1-4 Etat des lieux – Rapports et comptes rendus

La réalisation des états des lieux fait l'objet d'un rapport dûment signé des parties présentes en deux exemplaires originaux* : l'un destiné à Ports de Lille et l'autre destiné au locataire entrant ou sortant. Après la réalisation des états des lieux, le titulaire de l'accord cadre transmet par mail à Ports de Lille une copie du rapport dans un délai précisé dans l'acte d'engagement. La version originale sera transmise dans un second temps soit par courrier recommandé avec Accusé Réception soit par dépôt physique en nos bureaux administratifs (remis en main propre) à l'accueil de Ports de Lille.

Le titulaire du marché transmettra au locataire sortant le rapport par mail.

Le non-respect des délais de transmission entraîne des pénalités conformément à l'article 11 du présent CCP.

* Dans l'hypothèse où le titulaire est un officier ministériel (Commissaire de Justice), la signature des parties n'est pas obligatoire ni nécessaire.

7-1-5 Etat des lieux – horaires d'intervention

Les interventions s'effectuent du lundi au vendredi (hors jours fériés) entre 8h et 17h.

7-2 CONSTAT AMIABLE

7-2-1 Constat amiable – dispositions générales

En cas de sinistre, il est recommandé de réaliser un constat amiable entre les parties. Ce constat amiable permet d'établir :

- Les circonstances d'un sinistre
- Le niveau de responsabilités respectives des personnes impliquées
- Le niveau d'indemnisation de la partie lésée

7-2-2 Constat amiable – expression du besoin

Le titulaire de l'accord cadre à bons de commande sera chargé de réaliser les constats amiables pour le compte de Ports de Lille.

- Cette mission concerne les dégradations provoquées par tous véhicules (notamment par les Poids Lourds) aux bâtiments avec leurs annexes et dépendances, équipements, aménagements et ouvrages, abords extérieurs des bâtiments 8-12 et 37 du Port de Santes
- Cette mission pourra être amenée à couvrir les besoins des autres bâtiments gérés par Ports de Lille situés sur les sites portuaires précisés à l'article 4 du présent CCP.
- Cette mission sera réalisée dans les tranches horaires définies à l'article 7-2-5 du présent CCP.
- Il est à noter que certains des chauffeurs Poids-lourds susceptibles d'être impliqués peuvent être de nationalité étrangère. Le titulaire du marché devra s'assurer de pouvoir se faire comprendre par tout moyen (y compris technique) afin d'accomplir ces formalités.

La rédaction du constat amiable portera sur les dégradations suivantes (liste non exhaustive) :

- Quais de chargement
- Portails
- Clôtures
- Barrières levantes
- Bornes de badgeage
- Mâts d'éclairage
-

Chaque bon de commande relatif à la réalisation du constat amiable sera envoyé par mail à l'adresse qui aurait été communiquée par le Titulaire dans l'acte d'engagement à l'emplacement dédié. Tout changement d'adresse mail doit être communiqué sans délai à Ports de Lille. En tout état de cause, le Titulaire est responsable en cas de changement non signalé ou signalé tardivement à Ports de Lille ainsi qu'en cas d'inexactitude de l'adresse mail indiquée.

Le bon de commande reprendra les informations ci-dessous :

- L'adresse du lieu concerné
- Le nom ou numéro des bâtiments, bureaux, entrepôts, bâtiments industriels, terrain
- Le site portuaire concerné
- La date du sinistre

Le bon de commande sera rédigé dès connaissance du sinistre et transmis dans les meilleurs délais au titulaire de l'accord cadre à bons de commande.

7-2-3 Constat amiable – organisation de la prestation

Le titulaire de cet accord cadre a l'obligation de se rendre sur les lieux du sinistre au plus tard :

- En semaine : **dans les 1h30 suivant** la demande de Ports de Lille.
- Le week-end/jours fériés : dans les 2 heures qui suivent la demande de Ports de Lille.

La demande de constat amiable sera formulée par appel téléphonique sur le numéro que le titulaire de cet accord cadre aura communiqué au préalable. Elle pourra également être formulée par mail envoyé à l'adresse mail indiquée par le Titulaire dans l'acte d'engagement.

Le non-respect de ce délai entraîne des pénalités conformément à l'article 11 du présent CCP.

Dès réception de l'appel téléphonique, le titulaire de l'accord cadre devra :

- Se rendre sur les lieux du sinistre dans le délai imparti
- Rédiger le constat amiable avec la partie impliquée. S'assurer de disposer des pièces nécessaires (copie du permis de conduire et de l'attestation d'assurance).
- Réaliser un reportage photo significatif
- Laisser une copie du constat amiable à la partie adverse
- Conserver l'original du constat amiable pour remise ultérieure à Ports de Lille

Ports de Lille s'engage à fournir au titulaire de cet accord cadre des constats amiables préremplis des informations relatives à Ports de Lille (coordonnées assuré et société d'assurance).

Le titulaire de cet accord cadre devra s'assurer d'en disposer suffisamment et de renouveler son stock en formulant de nouvelles demandes de constats amiables préremplis auprès de Ports de Lille.

7-2-4 Constat amiable – Rapports et comptes rendus

Le titulaire remettra en main propre à l'accueil des bureaux administratifs de Ports de Lille, l'original du constat amiable. Le délai sera précisé dans l'acte d'engagement mais ne pourra pas excéder 48 heures afin de permettre à Ports de Lille de respecter les délais de transmission à son assureur. Il transmettra par mail en parallèle le reportage photo.

Le non-respect des délais de transmission entraîne des pénalités conformément à l'article 11 du présent CCP.

7-2-5 Constat amiable – horaires d'intervention

Les interventions s'effectuent 7 jours sur 7 (jours fériés inclus) entre 6h et 22h

ARTICLE 8 – REGLEMENTATION DU TRAVAIL

8-1 Mesures d'ordre social

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du de l'accord cadre, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'entité adjudicatrice.

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du même code.

Le montant de la pénalité sera de 10% du montant de l'accord cadre

Toutefois, ce montant ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire

8-2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers :

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte de l'accord cadre est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 134 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, une déclaration du sous-traitant comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord cadre N°..... du..... ayant pour objet....."

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

*Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 10 du présent CCP.*

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord cadre sont rédigées en français."

8-3 Assurances :

Le titulaire doit être garanti par une police destinée à couvrir sa responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Le titulaire devra justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent accord cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'entité adjudicatrice et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

8-4 Définition des parties contractantes :

8-4.1. Cotraitant :

Pour le présent accord cadre à bons de commande, les titulaires de l'accord cadre sont considérés comme groupés et sont appelés cotraitants s'ils ont souscrit un acte d'engagement unique.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des prestataires membres du groupement est engagé pour la totalité de l'accord cadre.

L'un des prestataires membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'entité adjudicatrice, et coordonne les prestations des membres du groupement.

Si l'accord cadre ne désigne pas de cotraitant mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est considéré comme mandataire des autres cotraitants.

Toute notification d'une décision ou communication de l'entité adjudicatrice est adressée au mandataire qui a seule qualité pour présenter des réserves.

8-4.2. Entité adjudicatrice :

Pour l'exécution de l'accord cadre, l'entité adjudicatrice est représentée, sous réserve de changement ultérieur, par : **Monsieur le Président de la CCI de région Hauts de France.**

8-5 Obligations relatives à la sous-traitance :

Les dispositions relatives à la sous-traitance sont précisées à l'article 3 du présent CCP.

8-6 Confidentialité et sécurité :

a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et l'entité adjudicatrice qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou de l'entité adjudicatrice sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties à l'accord cadre.

c) Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par l'entité adjudicatrice dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par l'accord cadre ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

c) Règlement Général de Protection des Données à caractère personnel

Lors de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après dénommé « R.G.P.D. »), ainsi que la loi 2018-493 relative à la protection des données personnelles du 20 juin 2018.

Le titulaire est assimilé au titre du présent marché public à un sous-traitant au sens de l'article 28 du règlement RGPD susvisé.

A ce titre, dans le cas où il traite des données à caractère personnel, le titulaire s'engage notamment à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du marché public.
- traiter les données conformément aux instructions de Ports de Lille – CCI Hauts de France.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord cadre.
- respecter la confidentialité ou se soumettre à une obligation légale appropriée de confidentialité.

- recevoir la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- ne pas recruter un sous-traitant sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale de Ports de Lille – CCI Hauts de France.
- prendre toutes les mesures requises en matière de sécurité des données telles qu'imposées par l'article 32 du R.G.P.D.
- supprimer ou renvoyer ces données, selon les instructions de Ports de Lille – CCI Hauts de France.
- mettre à la disposition de Ports de Lille – CCI Hauts de France toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues à l'article 28 du R.G.P.D. et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement de Ports de Lille – CCI Hauts de France ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement Ports de Lille – CCI Hauts de France.

Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer Ports de Lille – CCI Hauts de France de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

En tout état de cause, le Titulaire et Ports de Lille – CCI Hauts de France garantissent les points suivants dans le cadre de l'exécution du présent marché :

Toute personne dont les données sont traitées dans le cadre du présent marché a le droit d'en savoir plus sur ses droits, de retirer son consentement ou demander l'effacement de ses données à caractère personnel en le demandant à la DPO de la CCI Hauts de France à l'adresse suivante :

dpo@hautsdefrance.cci.fr

La CCI Hauts-de-France s'engage ainsi à cesser l'utilisation de ses données à caractère personnel ou le cas échéant à détruire les données concernées. La personne peut également, s'il estime après avoir contacté la DPO, que ses droits sur ses données ne sont pas respectés, adresser une réclamation à la CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés).

ARTICLE 9 – PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS 2021, les pièces constitutives de l'accord cadre sont par ordre de priorité décroissant :

Pièces particulières

- L'acte d'engagement renseigné.
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).
- Le Détail Quantitatif Estimatif – DQE (non contractuel).
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP).
- Le mémoire technique du candidat (cadre de mémoire technique rempli).
- Un modèle de PV d'état des lieux.

Pièces générales

L'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS 2021).

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 10.2.2 du présent CCP.

ARTICLE 10 – PRIX ET REGLEMENT DANS LES COMPTES

10.1 – Contenu des prix - Règlement des comptes

10.1.1 – Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, sauf application de la taxe sur la valeur ajoutée.

En complément des dispositions de l'article 10.1 du CCAG-FCS 2021, il est précisé que le prix du présent accord cadre à bons de commande inclut tous les frais résultants de l'exécution des missions confiées au titulaire, y compris les assurances que le titulaire doit souscrire au titre de sa responsabilité civile professionnelle. Ces frais incluent notamment ceux relatifs :

- au tirage et reprographie des documents à fournir (papier et support informatique),
 - aux frais de déplacement et frais de bouche.
- et tout ce qui est nécessaire pour la réalisation des prestations telles que décrites dans le présent CCP.

10.1.2 – Calcul du montant

Le montant des prestations faisant l'objet du présent accord cadre à bons de commande est déterminé par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le BPU aux quantités réellement commandées. Le co-contractant complète le BPU joint en annexe à l'acte d'engagement.

10.1.3. Modalités de règlement des comptes

La date de réception par le représentant de l'entité adjudicatrice de la demande de paiement effectuée par le titulaire constitue le point de départ du délai global de paiement.

Toutefois, ainsi que le prévoit le décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

10.1.4 – Modalités de paiement - Intérêts moratoires

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Conformément au décret précité, le taux d'intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

10.2 – Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix de l'accord cadre des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

10.2.1 – Modalités de révision des prix

Les prix de l'accord cadre sont révisables :

Le prix révisé (P) est obtenu en appliquant la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 \times [0,15 + 0,85 (I_n/I_0)]$$

P = prix révisé

P₀ = prix initial

I = indice du coût horaire de travail (ICHT), base 100 publié par le Moniteur Travaux publics, décembre 2008, secteur « Activités immobilières » (ICHT-L).

I₀ = indice initial correspondant au dernier indice trimestriel définitif connu précédant la signature de l'accord cadre.

I_n = dernier indice connu au moment du renouvellement de l'accord cadre.

La révision est à l'initiative du Titulaire. Elle se fera sur la base d'indices définitifs. Il n'y a pas de révision provisoire. La révision est annuelle et se fera à chaque date d'anniversaire de l'accord cadre. Les prix révisés sont valables pendant une année à compter de la date d'anniversaire de l'accord cadre.

Le Titulaire transmet les prix révisés à Ports de Lille pour validation avant toute application.

10.2.2 – Mois d'établissement des prix de l'accord cadre

Les prix du présent accord cadre à bons de commande sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé dans l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m₀) et figure en première page de l'acte d'engagement.

10.2.3 – Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent accord cadre à bon de commande sont exprimés hors TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

10.3 – Modalités de présentation du paiement

Lorsque le titulaire remet à l'entité adjudicatrice une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les références de l'accord-cadre, de chaque avenant (éventuel), du bon de commande ;
- Les noms, n° SIRET et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Les prestations effectuées ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 30.3 du CCAG-FCS 2021 ;
- Le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;

- Le montant total des prestations ;
- Les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord cadre ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations effectuées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

ARTICLE 11 - PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS 2021, toutes pénalités ou retenues sont encourues, sans mise en demeure préalables, sur simple constatation du retard par l'entité adjudicatrice.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à l'application des mesures coercitives prévues par le CCAG FCS 2021. L'application des pénalités de retard sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels du titulaire. Elles ne sont pas assujetties à la TVA.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-FCS 2021, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS 2021, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas **1 000 €** pour l'ensemble de l'accord cadre.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS 2021, Le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire peut excéder 10 % du montant total hors taxes de l'accord cadre, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS 2021, et en cas de retard, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

11.1 – Pénalité pour retard dans la réalisation des prestations

Lorsque la prestation n'a pas été réalisée dans les délais fixés dans l'acte d'engagement et justifié au mémoire technique, le titulaire encourt une pénalité par jour calendaire de :

- 150 euros pour les prestations d'état des lieux.
- 300 euros pour les prestations de constat amiable.
- .

On entend par jour calendaire, tous les jours du calendrier y compris les samedis, dimanches et jours fériés.

11.2 – Pénalités pour retard dans la transmission des rapports et documents

Lorsque le Titulaire ne transmet pas au maître d'ouvrage, le rapport ou tout autre document à la suite de la réalisation des prestations, il encourt les pénalités suivantes par jour calendaire de retard :

Etat des lieux

-
- 100 euros par jour calendaire de retard.

Constats amiables

- 200 euros par jour calendaire de retard.

On entend par jour calendaire, tous les jours du calendrier y compris les samedis, dimanches et jours fériés.

NB : En cas de retard empêchant Ports de Lille de déclarer le sinistre auprès de son assureur dans les délais, le Titulaire sera tenu pour responsable.

Les pénalités ci-dessus ne font pas obstacles à la résiliation de l'accord cadre aux torts exclusifs du Titulaire.

11.3 – Sous-traitance

Conformément à l'article 3 du présent CCP, le titulaire est tenu de communiquer à l'entité adjudicatrice le ou les contrats de sous-traitance et ses ou leurs avenants éventuels dans un délai de 15 jours à compter de sa demande.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : 100,00 € HT par jour calendaire de retard.

On entend par jour calendaire, tous les jours du calendrier y compris les samedis, dimanches et jours fériés

11.4 – Production des attestations d'assurance

Conformément à l'article 8-3 du présent document, le titulaire est tenu de communiquer ses attestations d'assurances à l'entité adjudicatrice dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord cadre.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : 100,00 € HT par jour calendaire de retard.

On entend par jour calendaire, tous les jours du calendrier y compris les samedis, dimanches et jours fériés

ARTICLE 12. – AVANCE FORFAITAIRE

Il n'est pas prévu d'avance forfaitaire dans le cadre de cet accord cadre à bon de commande.

ARTICLE 13. – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire s'engageant à une obligation de résultats, il lui appartient de définir en fonction des informations fournies par l'entité adjudicatrice, les moyens à mettre en œuvre pour atteindre ses résultats.

13.1 Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le titulaire doit fournir à la personne publique, dans un délai de 10 jours à compter de la notification du présent accord-cadre à bons de commande, la liste nominative du personnel intervenant dans les opérations faisant l'objet du présent accord cadre. Cette liste, tenue à jour lors de tout mouvement de personnel, doit indiquer l'identité, l'adresse, les fonctions et grades de ce personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de Ports de Lille. Il est rappelé que tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de Ports de Lille conformément au 3.4 CCAG FCS 2021.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Ports de Lille se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

ARTICLE 14 – RESILIATION

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG-FCS 2021 (articles 38 à 45) avec les précisions et dérogations suivantes :

14.1 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Si l'entité adjudicatrice décide la cessation définitive de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général dans le cadre de l'article 42 du CCAG-FCS 2021, le titulaire a le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subit éventuellement du fait de cette décision.

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixé, par dérogation à l'article 42 CCAG FCS 2021, à quatre pour cent (4%).

14.2 – Résiliation de l'accord cadre aux torts du titulaire

Par dérogation à l'article 43.3 du CCAG-FCS 2021, si le présent accord cadre à bons de commande est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 41.1 du CCAG-FCS 2021, l'accord cadre est résilié sans indemnité et la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptée par l'entité adjudicatrice est rémunérée avec un abattement de 5%.

Le pourcentage d'abattement est fixé à 10%, si la résiliation est prononcée dans les cas prévues aux c), j) et k) de l'article 41.1 du CCAG-FCS 2021.

Sauf dans les cas où il est convenu autrement, lorsque le titulaire de l'accord cadre manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels le titulaire est défaillant.

Le délai qui lui est accordé pour pallier cette défaillance est fixé à 10 jours à dater de la réception de la mise en demeure.

14.3 – Exécution de la prestation aux frais et risques

En application de l'article 45 du CCAG-FCS 2021, l'entité adjudicatrice peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord cadre prononcée pour faute du titulaire. Par dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS 2021, la mise aux frais et risques peut intervenir même en l'absence de décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

ARTICLE 15 – DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de difficulté ou de différend entre les parties à l'occasion de l'interprétation, de l'exécution ou de la cessation du présent contrat, le litige est porté devant le Tribunal administratif de Lille
Toutefois, les parties peuvent décider d'un commun accord de soumettre le différend à l'avis du Comité consultatif de règlement amiable des litiges.

ARTICLE 16 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

| Articles du CCP | Intitulé | Articles du CCAG FCS 2021 |
|-----------------|---|-------------------------------------|
| 9 | Pièces constitutives de l'accord cadre | 4.1 |
| 11 | Pénalités | 14.1.1, 3.2.4, 14.1.3, 14.1.2, 14.1 |
| 14 | Résiliation | Chapitre 7 (articles 38 à 45) |
| 14.1 | Résiliation pour motif d'intérêt général | 42 |
| 14.2 | Résiliation aux torts du Titulaire | 43 |
| 14.3 | Exécution de la prestation aux frais et risques | 45.1 |

Le Titulaire

A.....le.....